

Évolutions monétaires à Saint-Pierre-et-Miquelon au 31 décembre 2017

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Selon l'édition de janvier 2018 des « Perspectives de l'économie mondiale » du FMI, la croissance mondiale s'est affermie en 2017 à +3,7 % (après +3,2 % en 2016). L'embellie se manifeste dans la plupart des économies. Cette dynamique devrait perdurer en 2018 et 2019, avec une croissance du PIB estimée à +3,9 % selon le FMI. L'accélération attendue de la croissance américaine aura des répercussions positives sur la demande extérieure et les conditions financières resteront favorables, en dépit du resserrement des politiques monétaires.

Dans la zone euro, le PIB a progressé de 0,6 % au quatrième trimestre 2017, selon Eurostat. L'inflation a légèrement fléchi à 1,3 % en janvier 2018 et le taux de chômage a atteint 8,7 % en fin d'année 2017, son niveau le plus bas depuis janvier 2009. La Commission européenne estime l'augmentation du PIB à +2,4 % en 2017 et table sur une croissance de +2,3 % en 2018 et +2,0 % en 2019, tirée par la vigueur de la demande internationale et l'amélioration du marché du travail.

À l'issue de la réunion du 8 mars 2018, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a laissé inchangés les taux d'intérêt des principales opérations de refinancement à 0,00 %, de la facilité de prêt marginal à 0,25 % et de la facilité de dépôt à -0,40 %. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, le Conseil a par ailleurs confirmé que « les achats nets d'actifs, au rythme mensuel actuel de 30 milliards d'euros, devraient être réalisés jusque fin septembre 2018 ou au-delà, si nécessaire, et, en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif. », à savoir « de taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme ».

En France, selon les estimations publiées par l'Insee, l'économie a crû de 0,6 % au quatrième trimestre 2017 (après +0,5 %). Sur l'année 2017, l'activité a ainsi progressé de 2,0 % (après +1,1 % en 2016), tirée par une nette accélération de l'investissement (+3,7 %), et des exportations (+3,5 %). En parallèle, la consommation des ménages a ralenti (+1,3 %, après +2,1 %).

Sources : FMI, Commission européenne, Eurostat, Insee – données arrêtées à la date du 28 février 2018.

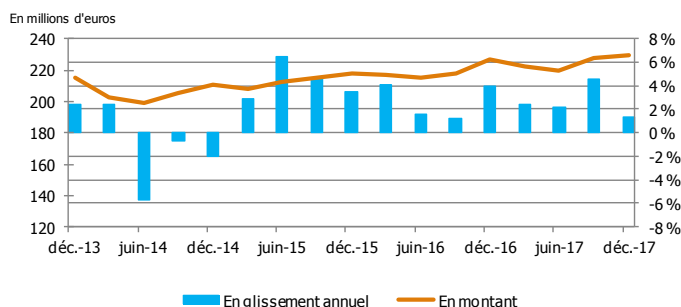
UNE ÉVOLUTION DES ACTIFS EN FAVEUR DE LA LIQUIDITÉ ET DES FINANCEMENTS TIRÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS HORS-PLACE¹

L'activité bancaire affiche des résultats contrastés au second semestre 2017, l'économie cherche à se financer et les agents économiques se tournent de plus en plus vers des établissements de crédit hors-place.

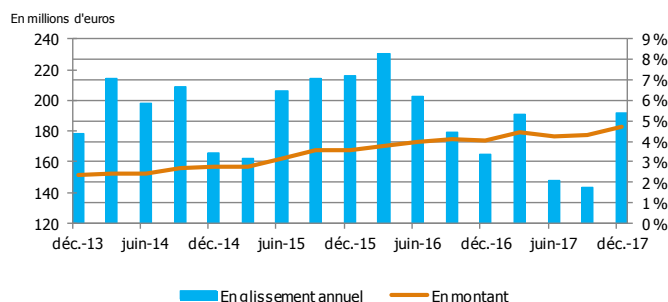
L'encours sain progresse à un rythme supérieur à celui du semestre précédent (+5,4 % au second semestre 2017 soit +9,3 millions d'euros contre +2,1 % soit 3,6 millions) et à celui de l'année passée à la même période (+3,4 % soit +5,7 millions d'euros). Cette hausse est attribuable principalement à la hausse des crédits aux collectivités locales (+24,3 % soit +4,3 millions d'euros). L'augmentation des crédits aux ménages et des crédits aux entreprises reprend (respectivement +2,5 % et +6,5 %) après la baisse du trimestre précédent. La part des financements par les établissements de crédit non installés localement (**ECNIL**) continue de se renforcer (+4,3 points pour 8,7 % de l'encours total) au détriment des établissements de crédit installés localement (**ECIL**).

Sur la même tendance qu'au semestre précédent, bien qu'à un rythme inférieur, les placements des agents économiques s'accroissent sur un an (+1,4 %), en raison de l'augmentation combinée des actifs financiers des entreprises et des autres agents (respectivement +7,4 % et +21,8 %), tandis que l'épargne des ménages poursuit sa baisse (-1,2 %). La part des actifs liquides continue de se renforcer (+1,2 point à 79,9 % à fin décembre 2017).

Évolution des actifs financiers



Évolution des concours bancaires



¹ Au deuxième semestre 2016, le paysage bancaire de l'archipel a été marqué par un changement d'importance suite à la fusion de la BDSPM et de la CEPAC.

L'ACTIVITÉ DE FINANCEMENT CHANGE DE STRUCTURE PROGRESSIVEMENT²

Les entreprises sont de plus en plus financées par des banques hors-place

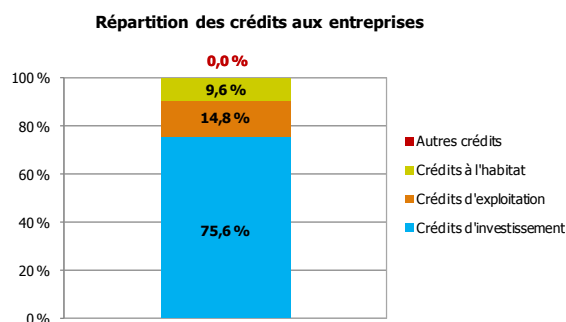
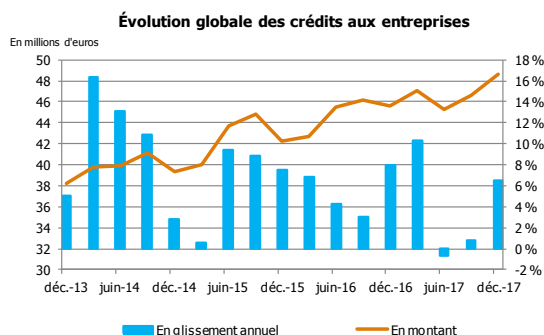
L'**encours global de crédits aux entreprises** enregistre une hausse en glissement annuel (+6,5 %, soit +3,0 millions d'euros), pour s'établir à 48,6 millions d'euros au 31 décembre 2017. La part des ECNIL dans le financement des entreprises se renforce (+3,2 points à 4,6 %).

Cette hausse s'explique par la multiplication par 3,5 des **crédits d'investissement des ECNIL** entre décembre 2016 et décembre 2017 (+1,6 million d'euros) conjointement avec une augmentation des **crédits d'exploitation des ECIL** (+18,7 %, soit +1,1 million d'euros).

L'**encours des crédits d'investissement** repart à la hausse sur douze mois (+5,5 %, soit +1,9 million d'euros) après une croissance moins marquée l'année précédente (+2,4 %). Ces derniers demeurent la principale composante de l'encours des entreprises (75,6 %) et s'élèvent à 36,7 millions d'euros. La part des ECNIL dans les crédits d'investissement des entreprises se renforce nettement (+4,3 points à 6,0 %).

Conservant son dynamisme de l'an dernier, l'**encours des crédits d'exploitation** s'accroît sur un an (+18,8 %, soit +1,1 million d'euros), pour s'établir à 7,2 millions. Cette évolution s'explique uniquement par l'augmentation des crédits de trésorerie (+61,4 %).

Pour la première fois depuis le second semestre 2015, l'**encours des crédits immobiliers** aux entreprises diminue sur un an (-1,5 %), pour s'établir à 4,7 millions d'euros. Ils représentent seulement 9,6 % des crédits aux entreprises.

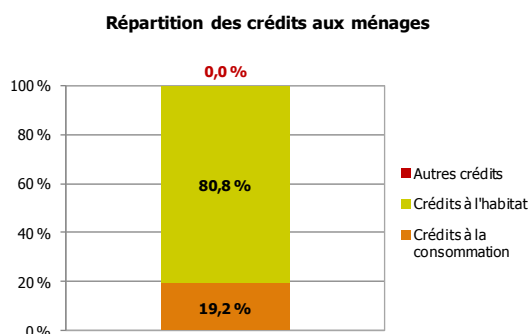
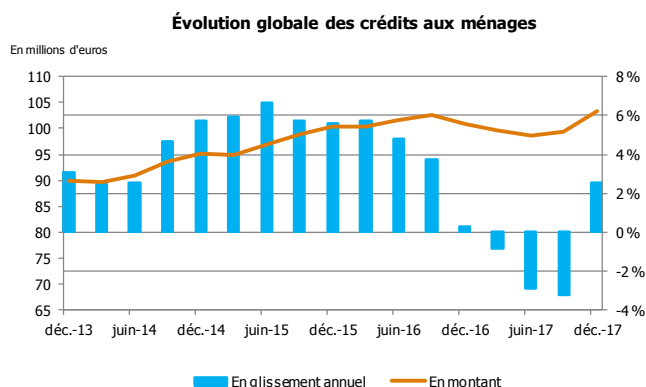


Reprise fragile des crédits aux ménages

Les **crédits aux ménages** rebondissent sur un an (+2,5 % contre +0,3 % en décembre 2016), pour s'établir à 103,3 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Les **crédits à la consommation** repartent à la hausse (+9,1 % sur un an, soit +1,7 million d'euros), à l'inverse de la décroissance observée en décembre 2016 (-2,9 %). Cette évolution est uniquement portée par l'accroissement des crédits de trésorerie (+9,9 % en glissement annuel, soit +1,8 million d'euros). Les crédits-bails et les comptes ordinaires débiteurs décroissent (respectivement -39,1 % et -34,0 %). Les crédits à la consommation renforcent leur part dans le total des encours (+1,2 point soit 19,2 %).

Après deux années consécutives de hausse soutenue (+5,5 % à fin décembre 2014 et +5,3 % à fin décembre 2015), les **crédits à l'habitat** se tassent ces deux dernières années (+1,1 % à fin décembre 2016 et 2017). Principale composante des crédits des ménages (80,8 %), ces derniers s'élèvent à 83,5 millions d'euros.



² L'historique des données concernant les encours consentis à l'économie a été revu à partir du 31/12/2013.

Progression régulière des crédits aux collectivités locales

Après une hausse marquée en décembre 2016 (+20,9 %), l'**encours des crédits consentis aux collectivités locales** continue sa forte progression au cours des douze derniers mois (+24,3 %, soit +4,3 millions d'euros), pour s'établir à 22,2 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Entre décembre 2016 et décembre 2017, l'encours consenti aux collectivités territoriales a changé de structure. Il est passé d'un financement majoritaire d'ECIL à un financement principalement porté par les ECNIL (proportion d'ECNIL de 59,1 % au 31 décembre 2017 contre 36,4 % au 31 décembre 2016).

La proportion de l'encours des crédits aux collectivités locales dans l'encours total continue de se renforcer à fin décembre 2017 (12,1 % du total des encours à fin décembre 2017, après 10,3 % à fin décembre 2016 et 8,8 % à fin décembre 2015).

La sinistralité se dégrade modérément

L'**encours des créances douteuses brutes** des établissements de crédit installés localement (ECIL) s'établit à 5,3 millions d'euros au 31 décembre 2017, en nette hausse sur un an (+29,3 %, soit +1,2 million d'euros). Le taux de créances douteuses s'accroît en glissement annuel (+0,7 point) pour s'établir à 3,1 %.

Les provisions des établissements de crédit installés localement progressent dans des proportions moindres (+2,8 % sur un an, soit +0,1 million d'euros). Par conséquent, le **taux de provisionnement** des banques locales se dégrade au cours des douze derniers mois (-15,4 points) et s'élève à 59,7 % au 31 décembre 2017.

EXCEPTÉ LES MÉNAGES, LES ACTIFS FINANCIERS PROGRESSENT

Les actifs financiers des agents économiques progressent en glissement annuel à fin décembre 2017. L'analyse met en avant une préférence des agents économiques pour la liquidité.

Ainsi, l'**encours total des actifs financiers détenus par les agents économiques de Saint-Pierre-et-Miquelon** s'élève à 229,6 millions d'euros, en hausse de 1,4 % sur un an, un rythme inférieur à celui observé de décembre 2016 (+3,9 %). Sur la même tendance qu'en juin 2017, cette évolution est attribuable à l'augmentation des placements des autres agents (+21,8 %) et, dans une moindre mesure, des entreprises (+7,4 %). En revanche, l'épargne des ménages s'inscrit en baisse sur douze mois (-1,2 %), pour s'établir à 180,7 millions d'euros.

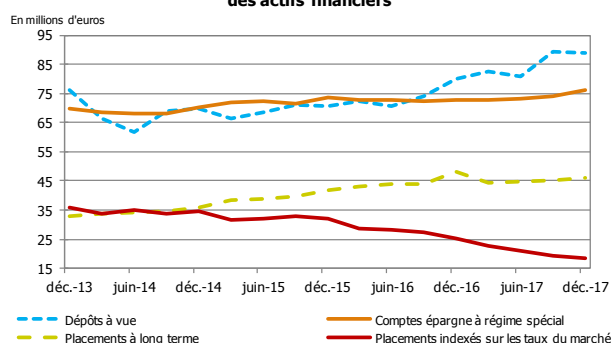
Cette croissance de l'encours total s'explique uniquement par la nette progression des **dépôts à vue** (+11,4 %), tandis que les **placements liquides ou à court terme** et **l'épargne de long terme** affichent une baisse de leur encours en glissement annuel (respectivement -3,9 % et -4,6 %). Le repli des placements liquides ou de court terme est attribuable aux placements indexés sur les taux de marché qui diminuent (-27,3 %). La cession de la totalité des obligations détenues explique la baisse de l'épargne de long terme. Les placements liquides ou de court terme demeurent la principale composante du total des actifs financiers (41,2 %), suivi par les dépôts à vue (38,7 %).

Montrant une préférence des agents économiques pour la liquidité, la part d'actifs liquides de l'économie se renforce (+1,2 point soit 79,9 % du total des actifs).

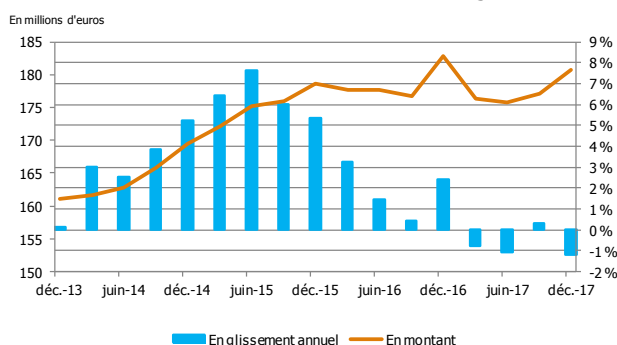
Les actifs des ménages régressent malgré la dynamique soutenue des dépôts à vue

Après deux années de hausse soutenue en décembre 2014 et 2015 (+5,3 % chaque année) et un premier ralentissement en décembre 2016 (+2,4 %), les **placements des ménages** s'inscrivent en baisse au 31 décembre 2017, sur douze mois (-1,2 %, soit -2,1 millions d'euros). Ces derniers, qui représentent 78,7 % du total des actifs financiers et s'élèvent cependant à 180,7 millions d'euros, un niveau supérieur à la moyenne de longue période (170 millions d'euros).

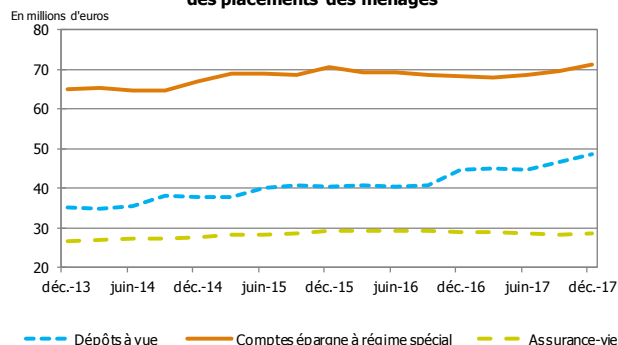
Évolution des principales composantes des actifs financiers



Évolution des actifs financiers des ménages



Évolution des principales composantes des placements des ménages



Cette évolution est attribuable au repli conjoint des **placements de long terme** (-4,8 % en glissement annuel) et des **placements liquides ou à court terme** (-4,4 % en glissement annuel).

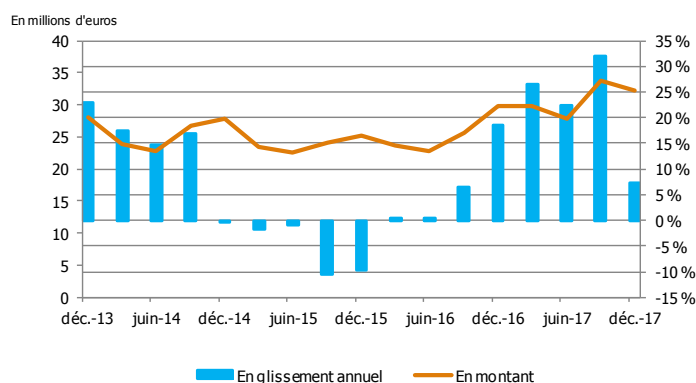
À l'inverse et marquant une préférence pour les actifs liquides, les **dépôts à vue** affichent un réel dynamisme et enregistrent une croissance supérieure à 7 % pour la quatrième année consécutive en décembre 2017 (+9,2 % après +10,2 % décembre 2016, +7,4 % en décembre 2015 et +7,3 % en décembre 2014). Ils continuent de renforcer leur part dans le total des actifs financiers des ménages (26,9 % en décembre 2017 contre 24,3 % en décembre 2016).

Hausse des actifs financiers des entreprises en faveur des dépôts à vue

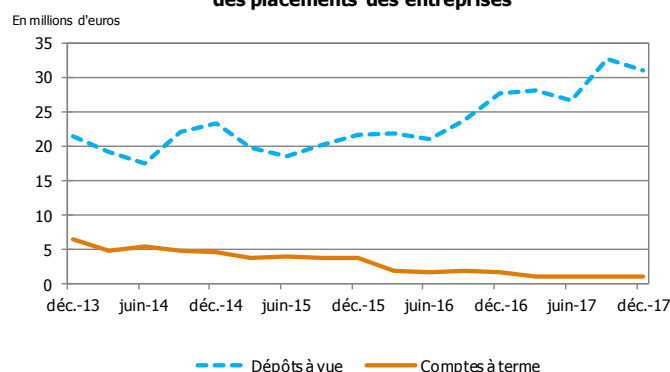
Le rythme de croissance des **actifs financiers des entreprises** ralentit ce semestre, passant de +18,6 % à fin décembre 2016 à +7,4 % à fin décembre 2017, pour s'établir à 32,1 millions d'euros.

Cette évolution s'explique exclusivement par la progression des **dépôts à vue** (+12,5 % sur un an), qui représentent la majorité des actifs des entreprises (96,7 %). À l'inverse, les **placements liquides ou à court terme** continuent de baisser sur douze mois, pour la quatrième année consécutive (-53,4 %, après -37,7 % à fin décembre 2016, -21,6 % à fin décembre 2015 et -27,8 % à fin décembre 2014).

Évolution des actifs financiers des entreprises



Évolution des principales composantes des placements des entreprises



Net rebond des placements des autres agents

Après une baisse en décembre 2016 (-3,0 %), les **placements des autres agents** (administrations publiques locales, centrales, de sécurité sociale et les institutions sans but lucratif au service des ménages) s'inscrivent en forte hausse à fin décembre 2017 sur un an (+21,8 %). Ces derniers s'élèvent à 16,8 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Cet accroissement est essentiellement attribuable à la croissance conjointe des **dépôts à vue** et **placements liquides ou à court terme** (respectivement +19,6 % et +22,8 %). Ces deux types de placements représentent 99,2 % des placements des autres agents.

MÉTHODOLOGIE

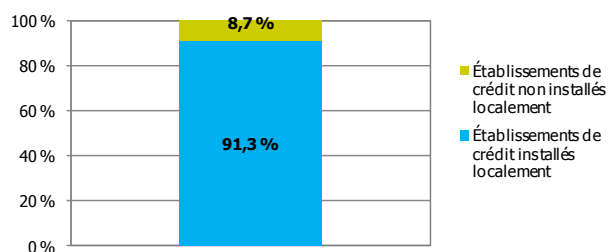
- L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissements de crédit non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

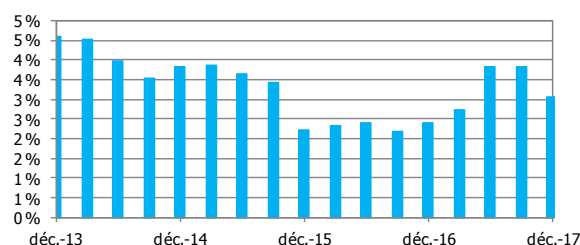
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc.-13	déc.-14	déc.-15	déc.-16	mars-17	juin-17	sept.-17	déc.-17	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	7,3	6,1	4,5	6,0	7,3	7,1	5,7	7,2	1,7 %	18,8 %
Créances commerciales	1,5	1,9	1,2	0,8	1,0	1,2	0,9	0,7	-42,9 %	-17,8 %
Crédits de trésorerie	3,4	2,3	0,9	2,4	2,2	1,7	1,6	3,8	127,1 %	61,4 %
(dt) Entrepreneurs individuels	0,1	0,1	0,1	2,1	1,8	1,3	1,2	1,2	n.s.	n.s.
Comptes ordinaires débiteurs	2,3	1,9	2,4	2,9	4,2	4,2	3,2	2,7	-36,3 %	-6,3 %
Affacturage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
Crédits d'investissement	27,6	29,7	34,0	34,8	35,1	33,6	36,4	36,7	9,2 %	5,5 %
Crédits à l'équipement	27,6	29,7	34,0	34,8	35,1	33,6	36,4	36,7	9,2 %	5,5 %
(dt) Entrepreneurs individuels	1,1	1,1	1,3	1,1	1,1	1,1	1,3	1,2	7,2 %	6,1 %
Crédit-bail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
Crédits à l'habitat	3,4	3,5	3,7	4,7	4,6	4,5	4,5	4,7	2,5 %	-1,5 %
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
Encours sain	38,2	39,3	42,2	45,6	47,1	45,2	46,6	48,6	7,4 %	6,5 %
Ménages										
Crédits à la consommation	16,4	17,6	18,7	18,2	18,1	18,0	18,5	19,8	9,9 %	9,1 %
Crédits de trésorerie	15,9	17,2	18,4	17,9	17,9	17,8	18,3	19,6	10,0 %	9,9 %
Comptes ordinaires débiteurs	0,5	0,4	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	-0,4 %	-34,0 %
Crédit-bail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,01	-27,0 %	-39,1 %
Crédits à l'habitat	73,6	77,6	81,7	82,6	81,5	80,6	80,8	83,5	3,6 %	1,1 %
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
Encours sain	90,0	95,1	100,5	100,8	99,6	98,6	99,3	103,3	4,8 %	2,5 %
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
Affacturage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
Crédits de trésorerie	0,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
Comptes ordinaires débiteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
Crédits d'investissement	20,6	18,4	12,7	17,9	22,5	23,2	22,7	22,2	-4,1 %	24,3 %
Crédits à l'équipement	20,6	18,4	12,7	17,9	22,5	23,2	22,7	22,2	-4,1 %	24,3 %
Autres crédits	0,9	0,5	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
Encours sain	21,5	18,9	14,8	17,9	22,5	23,2	22,7	22,2	-4,1 %	24,3 %
Autres agents										
Encours sain	1,6	3,2	10,4	9,3	9,8	9,2	9,0	8,7	-5,6 %	-6,3 %
TOTAL										
Encours sain	151,362	156,596	167,884	173,565	178,965	176,245	177,619	182,851	3,7 %	5,4 %
dont ECNIL	2,028	1,306	1,611	7,801	13,074	15,175	16,293	15,992	5,4 %	105,0 %
Créances douteuses brutes	7,194	6,151	3,880	4,074	4,675	6,426	6,444	5,268	-18,0 %	29,3 %
dont ECIL	7,194	6,151	3,804	4,074	4,675	6,426	6,444	5,268	-18,0 %	29,3 %
Créances douteuses nettes	2,274	1,914	0,922	1,014	1,480	2,974	3,147	2,122	-28,7 %	109,2 %
(dt) Entreprises	1,974	1,295	0,127	0,794	1,008	2,353	2,541	1,515	-35,6 %	90,9 %
(dt) Ménages	0,299	0,618	0,794	0,220	0,471	0,620	0,605	0,607	-2,2 %	175,3 %
Provisions	4,920	4,236	2,959	3,060	3,195	3,451	3,298	3,146	-8,8 %	2,8 %
Encours brut total	158,556	162,746	171,764	177,638	183,641	182,671	184,064	188,120	3,0 %	5,9 %
Taux de créances douteuses	4,5%	3,8%	2,3%	2,3%	2,5%	3,5%	3,5%	2,8%	-0,7 pt	+0,5 pt
dont ECIL	4,6%	3,8%	2,2%	2,4%	2,7%	3,8%	3,8%	3,1%	-0,7 pt	+0,7 pt
Taux de provisionnement	68,6%	68,9%	76,3%	75,1%	68,3%	53,7%	51,2%	59,7%	+6,0 pts	-15,4 pts
dont ECIL	68,4%	68,9%	77,8%	75,1%	68,3%	53,7%	51,2%	59,7%	-6,0 pts	-15,4 pts

Répartition des concours bancaires sains



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc.-13	déc.-14	déc.-15	déc.-16	mars-17	juin-17	sept.-17	déc.-17	1 sem	1 an
Sociétés non financières	28,0	27,9	25,2	29,9	29,9	27,8	33,8	32,1	15,7 %	7,4 %
Dépôts à vue	21,5	23,3	21,6	27,6	28,1	26,6	32,7	31,1	16,6 %	12,5 %
Placements liquides ou à court terme	6,5	4,7	3,7	2,3	1,8	1,1	1,1	1,1	-5,2 %	-53,4 %
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,7	0,7	0,0	0,0	0,0	137,7 %	-97,1 %
Placements indexés sur les taux de marché	6,5	4,7	3,7	1,6	1,1	1,1	1,1	1,0	-6,3 %	-35,2 %
<i>dont comptes à terme</i>	6,5	4,7	3,7	1,6	1,1	1,1	1,1	1,0	-6,3 %	-35,2 %
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
<i>dont certificats de dépôt</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
Épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
Ménages	161,0	169,5	178,5	182,8	176,3	175,7	177,2	180,7	2,8 %	-1,2 %
Dépôts à vue	35,0	37,6	40,3	44,4	44,8	44,5	46,7	48,5	9,1 %	9,2 %
Placements liquides ou à court terme	93,2	96,3	96,6	90,1	87,1	86,5	85,4	86,2	-0,3 %	-4,4 %
Comptes d'épargne à régime spécial	64,9	66,8	70,5	68,2	67,7	68,6	69,4	71,0	3,6 %	4,0 %
<i>dont livrets ordinaires</i>	52,6	54,6	58,0	55,9	54,8	54,8	54,9	55,1	0,6 %	-1,5 %
<i>dont livrets A et bleus</i>	11,8	11,7	11,9	11,8	12,4	13,2	13,8	15,0	13,7 %	27,6 %
<i>dont livrets jeunes</i>	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	12,4 %	1,1 %
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-68,3 %	2131,0 %
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,5	130,6 %	231,0 %
Placements indexés sur les taux de marché	28,3	29,5	26,1	21,9	19,4	18,0	16,0	15,2	-15,2 %	-30,5 %
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	28,0	29,2	25,9	21,9	19,4	17,9	15,9	15,2	-15,3 %	-30,7 %
<i>dont bons de caisse</i>	0,3	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0 %	0,0 %
Épargne à long terme	32,8	35,7	41,6	48,3	44,4	44,7	45,0	45,9	2,8 %	-4,8 %
<i>dont plans d'épargne logement</i>	5,8	7,7	11,9	14,6	15,0	15,7	16,2	16,9	7,4 %	15,8 %
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
<i>dont portefeuilles-titres</i>	0,1	0,0	0,0	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0	-48,9 %	-99,5 %
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,3	-29,4 %	-30,2 %
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	26,5	27,4	29,2	28,7	28,9	28,4	28,3	28,7	0,8 %	-0,1 %
Autres agents	25,7	13,1	14,2	13,8	16,1	16,5	17,0	16,8	1,8 %	21,8 %
Dépôts à vue	19,7	9,1	8,6	7,8	9,5	9,7	10,0	9,3	-4,1 %	19,6 %
Placements liquides ou à court terme	6,1	4,0	5,5	5,9	6,6	6,7	6,8	7,3	9,6 %	22,8 %
Comptes d'épargne à régime spécial	4,9	3,3	3,2	4,0	4,4	4,5	4,6	5,0	11,9 %	26,3 %
Placements indexés sur les taux de marché	1,1	0,6	2,3	2,0	2,2	2,2	2,2	2,3	4,7 %	15,6 %
<i>dont comptes à terme</i>	1,1	0,6	2,3	2,0	2,2	2,2	2,2	2,3	4,7 %	15,6 %
Épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	68,4 %	550,8 %
Total actifs financiers	214,8	210,5	217,9	226,5	222,4	219,9	227,9	229,6	4,4 %	1,4 %
Dépôts à vue	76,2	69,9	70,5	79,9	82,4	80,8	89,4	88,9	10,0 %	11,4 %
Placements liquides ou à court terme	105,7	104,9	105,8	98,4	95,5	94,3	93,4	94,6	0,3 %	-3,9 %
Comptes d'épargne à régime spécial	69,9	70,1	73,7	72,9	72,8	73,1	74,0	76,1	4,1 %	4,3 %
<i>dont livrets ordinaires</i>	57,0	57,4	60,7	60,1	59,4	58,7	58,9	59,6	1,5 %	-0,8 %
<i>dont livrets A et bleus</i>	12,3	12,2	12,4	12,3	12,9	13,8	14,4	15,6	13,3 %	26,8 %
<i>dont livrets jeunes</i>	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	12,4 %	1,1 %
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-68,3 %	2131,0 %
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,5	130,6 %	231,0 %
Placements indexés sur les taux de marché	35,9	34,8	32,1	25,5	22,7	21,2	19,3	18,5	-12,7 %	-27,3 %
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	35,6	34,5	31,9	25,4	22,6	21,2	19,2	18,5	-12,8 %	-27,4 %
<i>dont bons de caisse</i>	0,3	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
<i>dont certificats de dépôt</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0 %	0,0 %
Épargne à long terme	32,9	35,7	41,6	48,3	44,5	44,8	45,2	46,1	2,9 %	-4,6 %
<i>dont plans d'épargne logement</i>	5,8	7,7	11,9	14,6	15,1	15,8	16,4	17,0	7,8 %	16,6 %
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
<i>dont actions</i>	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-50,0 %	-25,8 %
<i>dont obligations</i>	0,0	0,0	0,0	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,3	-29,4 %	-30,2 %
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	26,5	27,4	29,2	28,7	28,9	28,4	28,3	28,7	0,8 %	-0,1 %

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : H. MARION – Responsable de la rédaction : C. VULIN
Éditeur et imprimeur : IEDOM – Achevé d'imprimer : juin 2018